

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## **EVENEMENT : LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE SE MOBILISE POUR AMELIORER LA PARTICIPATION DES VICTIMES DEVANT LA COUR AFRICAINE**

**Arusha, le 8 mars 2016** – TrustAfrica et la Coalition pour une Cour africaine efficace (CCAEC) convient la société civile à travers tout le continent à une rencontre visant à promouvoir l’engagement de celle-ci avec la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples (CADHP). Cette rencontre, destinée à faire avancer les droits des victimes et leur accès à la justice à travers la Charte africaine portant création de la Cour, est ouverte aux journalistes ayant au préalable obtenu leur accréditation et s’étant enregistrés.

**Participants** : Le Fonds de TrustAfrica pour faire avancer la justice pénale internationale et la Coalition pour une Cour africaine des droits de l’homme et des peuples efficace (CCAEC). Seront présents à cette réunion Son Excellence Fafre Camara, Ambassadeur du Mali en Ethiopie et Représentant permanent auprès de l’Union africaine, le Juge Augustino S.L. Ramadhani, Président de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples, ainsi que des juristes et défenseurs des droits de l’homme venus du Mali, du Burundi, d’Afrique du Sud, du Soudan, du Nigeria, de la RDC, du Sénégal, entre autres.

**Date** : Du 8 au 9 mars 2016

**Lieu** : Hôtel Mount Meru d’Arusha, en Tanzanie

**Justification** : Un certain nombre d’idées reçues à propos de l’Afrique et de ses rapports à la Justice, son engagement pour la paix et pour les droits de l’homme ont accaparé le discours dominant sur le continent ces dernières années. Un examen plus attentif des processus de reddition de comptes sur le continent depuis le début des années 1990 permet toutefois de dresser un bilan bien différent sur l’engagement de l’Afrique pour la justice internationale.

L’Afrique a en effet joué un rôle de pionnier dans la création de tribunaux à compétence pénale internationale, sous la houlette de la société civile et des contributions indépendantes d’un certain nombre de gouvernements. Bien que les initiatives de

l'Union africaine (UA) placent les résolutions des décideurs politiques au centre des discussions autour de la justice pénale internationale, elles reconnaissent également le rôle joué par la société civile africaine dans le développement et la pratique de celle-ci.

Au nombre de ces initiatives régionales importantes, on peut compter les Chambres africaines extraordinaires, sises au Sénégal et chargées de juger l'ancien président tchadien, Hissène Habré, de même que la Commission de l'UA chargée de mener des enquêtes sur le Sud-Soudan. Ces différents processus offrent des opportunités à la société civile africaine de contribuer aux efforts continentaux, régionaux et nationaux de lutte contre l'impunité.

Il est essentiel de profiter de l'élan généré par tous ces processus simultanés afin de promouvoir l'engagement de la société civile auprès de la Cour. Ainsi, les principaux objectifs de cette réunion sont :

1. Procéder à la revue du rôle et de la place des victimes dans les instances juridictionnelles et non juridictionnelles en Afrique ;
2. Examiner les droits des victimes ainsi que leur accès à la justice au sein des cours et tribunaux internationaux;
3. Formuler un ensemble de recommandations afin d'améliorer les mécanismes de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

**A propos des organisateurs :** [Le Fonds de TrustAfrica](#) a pour objectif de renforcer et de soutenir la société civile dans ses efforts pour améliorer les mécanismes nationaux et régionaux de reddition de comptes. La CCAE travaille à faire en sorte que la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et la Commission africaine soient effectives, accessibles à tous, crédibles, et constituent une voie de recours qui puisse rendre justice aux victimes de violations des droits de l'homme.

##

Les journalistes qui aimeraient obtenir une accréditation afin de couvrir la rencontre peuvent se rapprocher des organisateurs grâce aux contacts suivants :

**Nadia Iya, TrustAfrica**  
[ahidjo@trustafrica.org](mailto:ahidjo@trustafrica.org)  
[www.trustafrica.org](http://www.trustafrica.org)

**Sophia Ebby, CEAC**  
[programmeofficer@africancourtcoalition.org](mailto:programmeofficer@africancourtcoalition.org)  
[www.africancourtcoalition.org](http://www.africancourtcoalition.org)